



LE POUVOIR EXÉCUTIF : LE CONSEIL FÉDÉRAL ET LES DÉPARTEMENTS OU

Le gouvernement suisse



Presque partout dans le monde, les dirigeants se veulent proches du peuple : ils distribuent des poignées de main, embrassent les enfants et caressent les chiens. Toutefois, ces bains de foule sont généralement mis en scène – exactement comme sur ce portrait de groupe de notre exécutif suprême au grand complet.

La grande différence réside dans le fait que les membres du Conseil fédéral et la chancelière de la Confédération peuvent encore se mêler insouciamment, sans mesures de sécurité particulières ni gardes du corps, à des douzaines de concitoyens et de concitoyennes qui de leur côté n'ont subi ni fouille ni contrôle spécifiques. Pourvu que ça dure !

Le Conseil fédéral

Le gouvernement suisse compte sept membres, élus pour une période administrative de quatre ans par l'Assemblée fédérale (Chambres réunies). Le président de la Confédération est un « primus inter pares » (le premier de ses pairs). Il est élu pour un an par les Chambres réunies. Il dirige les séances du Conseil fédéral et assume certaines fonctions de représentation. Quant à la chancelière de la Confédération, elle est en quelque sorte le « premier secrétaire » du gouvernement.



Eveline Widmer-Schlumpf

Cheffe du Département fédéral de justice et police
Membre de l'UDC ●
Conseillère fédérale depuis 2008

Micheline Calmy-Rey

Cheffe du Département fédéral des affaires étrangères
Membre du PS ●
Conseillère fédérale depuis 2003

Samuel Schmid

Chef du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports
Membre de l'UDC ●
Conseiller fédéral depuis 2001

Doris Leuthard

Cheffe du Département fédéral de l'économie
Membre du PDC ●
Conseillère fédérale depuis 2006

Corina Casanova

Membre du PDC ●
Chancelière de la Confédération depuis 2008

Moritz Leuenberger

Chef du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication
Membre du PS ●
Conseiller fédéral depuis 1995

Hans-Rudolf Merz Vice-président du Conseil fédéral

Chef du Département fédéral des finances
Membre du PRD ●
Conseiller fédéral depuis 2004

Pascal Couchepin Président de la Confédération

Chef du Département fédéral de l'intérieur
Membre du PRD ●
Conseiller fédéral depuis 1998

Tâches du Conseil fédéral

Le Conseil fédéral est l'autorité directoriale suprême de la Confédération. A ce titre, il est en premier lieu responsable de l'activité gouvernementale. Il doit :

- apprécier la situation issue de l'évolution de l'Etat et de la société ainsi que des événements en Suisse et à l'étranger;
- fixer les objectifs fondamentaux et les moyens d'action de l'Etat;
- planifier et coordonner la politique gouvernementale et assurer sa mise en œuvre;
- représenter la Confédération en Suisse et à l'étranger.

Le Conseil fédéral doit en outre surveiller l'administration fédérale, de manière régulière et systématique, et veiller à ce qu'elle travaille avec efficacité et pragmatisme, dans le respect du droit.

Le Conseil fédéral a par ailleurs des compétences législatives :

- il dirige la procédure législative préliminaire;
- il soumet des lois et des arrêtés à l'Assemblée fédérale;
- il édicte des ordonnances, dans la mesure où il y est autorisé par la Constitution ou par la loi.

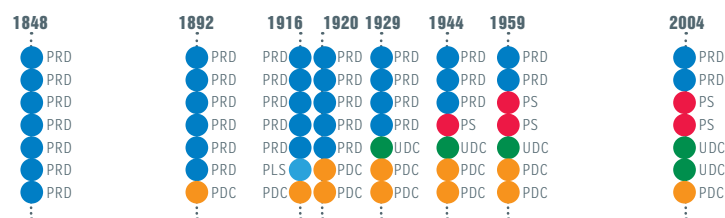
Le Conseil fédéral élabore également un projet de budget et établit le compte d'Etat. Il est exceptionnel qu'il procède à des actes purement administratifs.

Les conseillers fédéraux se réunissent en règle générale une fois par semaine et traitent en moyenne quelque 2000 à 2500 objets par an. En plus des séances extraordinaires, fixées dans un délai très court en fonction des besoins, le Conseil fédéral tient plusieurs fois par année des séances spéciales de réflexion pour examiner des questions particulièrement complexes.

Les séances du Conseil fédéral sont dirigées par le président de la Confédération ou, en son absence, par le vice-président du Conseil fédéral. Leur durée varie d'une à dix heures.

Les objets sont préparés par les départements et la Chancellerie fédérale, mais le Conseil fédéral décide en tant que collège. Chaque conseiller fédéral a une voix. La chancellerie de la Confédération participe aux séances avec voix consultative. Elle fait des propositions mais ne vote pas.

Les partis gouvernementaux depuis 1848



Le graphique montre l'évolution de la représentation des partis au sein du gouvernement depuis 1848, de la suprématie exercée pendant plusieurs décennies par les radicaux jusqu'à la composition actuelle du gouvernement, déterminée par la formule magique.

Collégialité

L'article 177 de la Constitution fédérale précise que le Conseil fédéral est une autorité collégiale. Ses membres ont ainsi les mêmes droits et devoirs.

Tous les mercredis matin, le Conseil fédéral se réunit en séance ordinaire. Ses membres s'expriment alors sur les objets à traiter, puis le collège tranche. En règle générale, le Conseil fédéral évite le vote : les majorités se dégagent souvent des discussions. Les décisions, qui sont prises de manière confidentielle, doivent ensuite être défendues publiquement et d'une seule voix, sur la base des arguments qui se sont avérés décisifs lors de la discussion. En d'autres termes, les conseillers fédéraux qui ont un avis divergent doivent aussi assumer les décisions prises.

Concordance

Ce terme vient du latin *concordia*, qui signifie « concorde, accord, entente ».

Si la Constitution prescrit notamment la représentation équitable des diverses régions du pays au sein du gouvernement, elle reste muette au sujet de la concordance. Le principe de la concordance s'est forgé pendant des décennies et s'explique par l'importance accordée à la protection des minorités en Suisse.

Il n'implique pas que les membres du Parlement et du gouvernement soient toujours du même avis : il a pour but de garantir que toutes les tendances soient représentées et puissent jouer un rôle, de manière proportionnelle à leur force électorale.

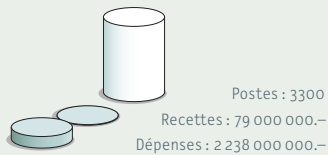
Lors de l'élection du Conseil fédéral, il arrive régulièrement que le Parlement, sans contester le droit d'un parti à un siège, refuse le candidat présenté et lui préfère un autre membre du même parti.

Formule magique

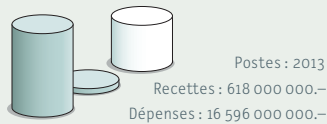
Ce terme fait allusion à la composition du gouvernement depuis 1959. Cette année-là, pour la première fois, les partis étaient représentés à peu près proportionnellement au nombre de suffrages récoltés : 2 sièges pour le PS (26,3 %), 2 pour le PRD (23,7 %) et 2 pour le PDC (23,3 %). L'UDC, avec ses 11,6 % de voix, n'avait droit qu'à 1 siège.

Ce rapport de force est resté constant pendant 44 ans. Suite aux élections au Conseil national du 19 octobre 2003, qui ont fait de l'UDC (26,9 % des voix) le plus grand parti gouvernemental et du PDC (14 % des suffrages) le plus petit, le Parlement a décidé, lors de l'élection du Conseil fédéral du 10 décembre 2003, d'élire deux représentants de l'UDC et un seul représentant du PDC.

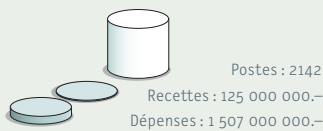
Le lieu de travail des 36 000 employés de la Confédération



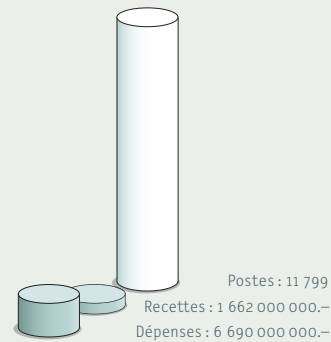
Cheffe du département :
Micheline Calmy-Rey



Chef du département :
Pascal Couchepin



Cheffe du département :
Eveline Widmer-Schlumpf



Chef du département :
Samuel Schmid

Département fédéral des affaires étrangères DFAE

Département fédéral de l'intérieur DFI

Département fédéral de justice et police DFJP

Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports DDPS

Secrétariat général

Secrétariat général

Secrétariat général

Secrétariat général

Secrétariat d'Etat

Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes BFEG

Office fédéral de la justice OFJ

Office de l'auditeur en chef

Direction politique

Office fédéral de la culture OFC

Office fédéral de la police Fedpol

Défense

Direction du droit international public

Bibliothèque nationale suisse BN

Office fédéral des migrations ODM

Protection de la population

Direction du développement et de la coopération DDC

Archives fédérales suisses AFS

Ministère public de la Confédération MPC

Sports

Direction des ressources et du réseau extérieur DRE

Office fédéral de météorologie et de climatologie MétéoSuisse

Office fédéral de météorologie Metas

Armasuisse

Représentations diplomatiques et consulaires à l'étranger

Office fédéral de la santé publique OFSP

Institut fédéral de la propriété intellectuelle IPI

Office fédéral de la statistique OFS

Institut suisse de droit comparé ISDC

Office fédéral des assurances sociales OFAS

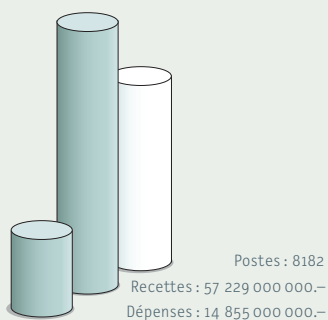
Commission fédérale des maisons de jeu CFMJ

Secrétariat d'Etat à l'éducation et à la recherche SER

Domaine des Ecoles polytechniques fédérales
Domaine des EPF

Institut suisse des produits thérapeutiques
Swissmedic

Les unités marquées en bleu disposent d'une large autonomie; leur budget et leurs postes ne sont pas inclus dans les chiffres indiqués pour le département.



Chef du département :
Hans-Rudolf Merz



Cheffe du département :
Doris Leuthard



Chef du département :
Moritz Leuenberger



Chancelière de la Confédération :
Corina Casanova

Département fédéral des finances DFF

Secrétariat général

Administration fédérale des finances AFF

Office fédéral du personnel OFPER

Administration fédérale des contributions AFC

Administration fédérale des douanes AFD

Office fédéral de l'informatique et de la télécommunication OFIT

Office fédéral des constructions et de la logistique OFCL

Office fédéral des assurances privées OFAP

Commission fédérale des banques CFB

Contrôle fédéral des finances CDF

Régie fédérale des alcools RFA

Caisse fédérale de pensions Publica

Département fédéral de l'économie DFE

Secrétariat général

Secrétariat d'Etat à l'économie Seco

Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie OFFT

Office fédéral de l'agriculture OFAG

Office vétérinaire fédéral OVF

Office fédéral pour l'approvisionnement économique du pays OFAE

Office fédéral du logement OFL

Surveillance des prix

Commission de la concurrence Comco

Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication DETEC

Secrétariat général

Office fédéral des transports OFT

Office fédéral de l'aviation civile OFAC

Office fédéral de l'énergie OFEN

Office fédéral des routes OFROU

Office fédéral de la communication OFCOM

Office fédéral de l'environnement OFEV

Office fédéral du développement territorial ARE

Chancellerie fédérale ChF

Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence

La Chancellerie fédérale ChF

L'année 2008 marque le début de la nouvelle législature à l'échelon fédéral. En Suisse, comme dans de nombreux pays, la législature, soit un cycle législatif et électoral, dure quatre ans. Ce rythme conditionne les options stratégiques et le programme du gouvernement et, partant, le travail de la Chancellerie fédérale, dans la mesure où elle est l'état-major du Conseil fédéral. Après avoir, l'an dernier et en collaboration avec les sept départements, préparé le programme de la législature pour les quatre années à venir, elle assistera ces derniers pour l'élaboration des objectifs annuels des différentes unités de l'administration. Ces objectifs auront eux-mêmes un impact direct sur l'activité du Conseil national et du Conseil des Etats.

Secteur Conseil fédéral

Le Conseil fédéral se réunit chaque mercredi à 9h00 au Palais fédéral ouest. Il prend des dizaines de décisions en trois ou quatre heures, sur la base des dossiers préparés par la **section des affaires du Conseil fédéral**. Véritable cheville ouvrière de l'activité gouvernementale, celle-ci échange des centaines de documents avec les départements. Elle rassemble notamment les co-rapports, par lesquels les membres du Conseil fédéral donnent leur avis sur les différentes propositions avant que le collège prenne une décision. Le Conseil fédéral discute ensuite des divergences.

La **section du droit** exerce des fonctions de contrôle et de conseil dans la procédure législative et elle assiste les départements et les offices. Elle examine en outre les propositions adressées au Conseil fédéral, sur le plan formel et sous l'angle juridique. Les lois et les ordonnances n'entrent en vigueur qu'après leur publication officielle. Le **centre des publications officielles** (CPO) est chargé de publier dans les meilleurs délais, en trois langues, la Feuille fédérale, les deux recueils du droit fédéral (Recueil officiel et Recueil systématique) et la jurisprudence des autorités administratives de la Confédération.

La Feuille fédérale contient les projets que le Parlement retrace dans le cadre de son activité législative, les messages explicatifs qui les accompagnent et les rapports du Conseil fédéral.

Quant aux deux recueils, ils contiennent le droit en vigueur et constituent donc un instrument indispensable pour les juristes, mais aussi pour de nombreux particuliers. A preuve, la législation sur Internet est consultée jusqu'à 500 000 fois par jour.

Les **services linguistiques centraux** veillent en collaboration avec l'Office fédéral de la justice à ce que les lois et les ordonnances, mais aussi tous les autres textes officiels de la Confédération, soient compréhensibles pour les citoyens. En faisant eux-mêmes

des traductions et en révisant celles qui sont faites dans les offices fédéraux, ils contribuent à l'égalité de traitement des communautés linguistiques en matière d'information officielle. Ils sont donc en quelque sorte les garants du plurilinguisme de notre Etat fédéral.

La banque de données terminologiques *Termdat*, dictionnaire électronique multilingue regroupant des termes et des abréviations relevant du droit, de l'administration et de nombreux autres domaines, constitue un outil de communication et de traduction très précieux.

Secteur Chancellerie de la Confédération

La **section planification et stratégie** est responsable des instruments de planification de l'action du gouvernement et des rapports d'activité de ce dernier : le programme de la législature, les objectifs annuels et le rapport de gestion. Elle coordonne en outre les travaux de prospective de l'administration fédérale, veille à ce que les principales affaires du Conseil fédéral s'inscrivent dans une politique globale et assure le secrétariat de la Conférence des secrétaires généraux, qui est l'organe de coordination suprême de l'administration fédérale.

La **section des droits politiques** veille au respect des droits politiques, particulièrement importants pour la Suisse. Elle conseille les comités d'initiative et les comités référendaires, contrôle les listes de signatures déposées, examine la validité des initiatives populaires et organise les votations fédérales et l'élection du Conseil national. Elle assure en outre le suivi de divers projets pilotes de vote électronique.

La **section gestion des actes et des processus** aide les collaborateurs de la Chancellerie fédérale pour toute question pratique ou théorique concernant des dossiers physiques mais aussi électroniques.

En cas de crises telles que les inondations du mois d'août 2005, le raz-de-marée de décembre 2004 en Asie ou l'épidémie de SRAS en mars 2003, la Suisse doit pouvoir réagir de manière adéquate. De tels événements peuvent mettre l'administration fédérale à rude épreuve. Il est donc important que les cadres des offices, des départements et de la Chancellerie fédérale y soient préparés. Assumer la direction des opérations dans des situations difficiles, lorsque chaque minute compte, cela s'apprend.

C'est l'**unité Formation à la conduite stratégique** qui est responsable de cette formation à un niveau élevé. Elle organise à cet effet des ateliers, des séances d'information et des exercices pratiques.



Chancelière de la Confédération :
Corina Casanova
 Vice-chanceliers : Oswald Sigg,
 Thomas Helbling (à partir du 1^{er} juin)

Palais fédéral ouest, 3003 Berne
 031 322 31 53
 Préposés à l'information : Hansruedi Moser, Claude Gerbex
www.admin.ch

Les **services internes** regroupent la gestion du personnel et des finances, la comptabilité, la logistique, l'informatique, le service des huissiers, la gestion des événements organisés à la maison de Watteville et au domaine du Lohn, ainsi que la légalisation des signatures pour les autorités étrangères.

Secteur information et communication

Pour le Conseil fédéral, l'information et la communication sont des instruments de conduite essentiels. Après les séances du Conseil fédéral et sous la direction de son porte-parole, la Chancellerie fédérale assure, conjointement avec les chefs de département concernés et leurs états-majors, l'information continue et cohérente du Parlement, des médias et des citoyens, notamment par les conférences de presse diffusées sur Internet à l'adresse <http://www.admin.ch/ch/fr/conferenza/index.html> et les communiqués disponibles en abonnement sur www.news.admin.ch ou en ligne sur le site www.admin.ch. Le vice-chancelier et son équipe sont en outre responsables de la rédaction des explications du Conseil fédéral, qui sont remises aux électeurs avant chaque scrutin populaire.

La **section cyberadministration** gère le portail www.admin.ch de l'administration fédérale, de même que le site www.ch.ch, qui est une plate-forme d'information conjointe de la Confédération et des cantons. Elle assume en outre diverses tâches de conduite et de coordination dans le domaine de la cyberadministration.

Le **Forum politique de la Confédération (Tour des prisons)** a pour vocation principale de préparer des expositions dans le cadre desquelles il traite des thèmes sociopolitiques et organise des tables rondes. Il accueille en outre des conférences de presse et propose régulièrement des cycles de conférences consacrés à des questions d'actualité ou d'histoire (détails sous www.kaefigturm.admin.ch).

La **Bibliothèque centrale du Parlement et de l'administration fédérale** est une institution spécialisée, à l'usage des parlementaires et de l'administration. Grâce au réseau Alexandria, elle est reliée par voie électronique aux autres bibliothèques et centres de documentation de l'administration fédérale.

La **section de soutien à la communication** conseille l'administration fédérale sur toute question conceptuelle ou stratégique liée à la communication.

Préposé fédéral à la protection des données et à la transparence

Le préposé surveille les traitements de données effectués par les organes fédéraux, les particuliers et les organisations. Il peut, en cas de transgression des dispositions légales, recommander que certaines données soient traitées différemment ou ne le soient plus du tout. Il offre également ses conseils aux particuliers, aux organes fédéraux et aux cantons. Il conseille les offices fédéraux et les départements dans l'application du principe de la transparence, qui vise à faciliter l'accès aux documents administratifs, et mène des procédures de conciliation entre requérants et offices concernés.

Toujours prêts !

Qu'un ouragan se déchaîne, que la terre tremble, qu'un volcan entre en éruption ou que toute autre catastrophe éclate quelque part dans le monde, Markus S. Hischier (en chemise et cravate sur la photo) en est l'un des premiers averti.

Car il est aussi l'un des premiers à pouvoir réagir : chef de la Section matériel, techniques d'engagement et transports de la Direction du développement et de la coopération (DDC) du DFAE, il reste à portée de téléphone 24 heures sur 24 et 365 jours par an, prêt à monter à l'impromptu une opération d'aide.

Il apprécie avec Bernhard Aeschlimann (à droite sur la photo), chef du Centre du matériel du Corps suisse d'aide humanitaire, ce qu'il faut prévoir, et en quelles quantités.

Ici, à Wabern, attendent plus de 3500 articles qui profiteront à des dizaines de milliers de personnes, de la couverture à l'aspirine en passant par des unités de désinfection de l'eau, des téléphones satellitaires, des abris de secours – jusqu'à des housses mortuaires, hélas.

En quelques heures, tout le matériel nécessaire peut partir vers une zone de catastrophe, à la condition que tout soit prêt pour le transport de ces articles, du personnel de la Chaîne suisse de sauvetage, voire de leurs 24 chiens.

Car Markus S. Hischier s'occupe aussi d'affréter en quelques heures des avions, même des bateaux à l'occasion – par exemple pour évacuer d'urgence des ressortissants suisses d'une zone de crise.

Markus Hischier et Bernhard Aeschlimann font partie des 3660 employés du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Ils travaillent dans l'ombre pour le bien de la collectivité.



Département fédéral des affaires étrangères DFAE

Le DFAE sauvegarde les intérêts de la Suisse à l'étranger. Il définit et coordonne la politique extérieure de la Suisse. Ses activités se fondent sur cinq objectifs de politique extérieure :

- coexistence pacifique des peuples ;
- promotion du respect des droits de l'homme et promotion de la démocratie ;
- sauvegarde des intérêts économiques ;
- aide aux populations dans le besoin et lutte contre la pauvreté dans le monde ;
- préservation des ressources naturelles.

Secrétariat général



Secrétaire général :	Postes :	Recettes :	-
Peter Müller	53	Dépenses :	45 000 000.-

Unité d'Etat major, le Secrétariat général assiste la ministre des affaires étrangères dans la direction du département. Il planifie et coordonne l'ensemble des affaires du département.

Il est chargé :

- des relations publiques ;
- de la surveillance des ambassades et des consulats, et de la gestion financière à la Centrale ;
- de la coordination des services télématiques du département ;
- de la réalisation de l'égalité des chances au DFAE ;
- de la mise en œuvre de la loi fédérale sur le principe de la transparence.



Secrétariat d'Etat

Secrétaire d'Etat :	Postes :	Recettes :	-
Michael Ambühl	271	Dépenses :	270 000 000.-

Le secrétaire d'Etat est le numéro deux du département, après la cheffe du DFAE, et le premier interlocuteur du Conseil fédéral sur les questions touchant aux relations extérieures : il dirige la Direction politique et supervise la définition et la planification de la politique extérieure, ainsi que la préparation des rapports destinés aux autorités politiques. Il représente au besoin la cheffe du département, par exemple aux séances des commissions de politique extérieure des deux Chambres. Il entretient des contacts réguliers avec ses homologues, à Berne et à l'étranger. Ses principaux dossiers sont la coopération avec l'ONU, le développement des relations avec l'UE, ainsi que la politique de paix et la politique de sécurité.

Le *Bureau de l'intégration*, rattaché au Secrétariat d'Etat, est un service commun au DFAE et au DFE. Il coordonne les relations avec l'UE et l'Association européenne de libre-échange (AELE).

Direction politique

Chef :	Postes et budget :
Michael Ambühl , Secrétaire d'Etat et Directeur politique	inclus dans les chiffres du Secrétariat d'Etat

La Direction politique a pour mission de détecter les foyers de crises et de tensions, d'évaluer le potentiel de la Suisse dans le monde et de mettre au point des stratégies de politique étrangère. Elle concentre les informations qui permettent de faire valoir les intérêts de la Suisse à l'étranger. C'est à la Direction politique, dont relèvent toutes nos représentations à l'étranger, que se forge la politique extérieure de la Suisse. Elle se compose de quatre divisions géographiques et de cinq divisions thématiques :

- *Division politique I* (Europe, Conseil de l'Europe, OSCE, coopération transfrontalière) ;
- *Division politique II / Amériques* ;
- *Division politique II / Afrique et Moyen-Orient* ;
- *Division politique II / Asie et Océanie* ;
- *Division politique III* (ONU, activités de la Suisse au sein des organisations internationales, politique d'accueil, francophonie) ;
- *Division politique IV* (politique de paix et sécurité humaine, droits de l'homme, politique humanitaire et migration, Pool d'experts pour la promotion civile de la paix) ;
- *Division politique V* (affaires économiques et financières; environnement, transports, énergie et science; culture) ;
- *Division politique VI* (service des Suisses de l'étranger et politique liée aux Suisses de l'étranger, protection consulaire, conseils aux voyageurs et gestion des crises) ;
- *Secrétariat politique* (analyse, documentation et planification; politique de sécurité internationale).

Présence Suisse, rattachée à la Direction politique, est chargée de mieux faire connaître, comprendre et apprécier notre pays à l'étranger, en mettant en valeur sa diversité et son pouvoir d'attraction.



Direction du droit international public

Directeur :	Postes :	Recettes :	-
Paul Seger	41	Dépenses :	6 000 000.-

Le droit international public règle la coexistence pacifique des Etats. Une politique extérieure respectueuse des normes internationales est crédible et prévisible. Pour la politique extérieure de la Suisse, le droit international public est une base de référence importante.

« Conscience juridique » du DFAE et centre de compétences de la Confédération en matière de droit international, la Direction du droit international public veille à ce que la Suisse respecte les engagements qu'elle contracte en droit international – dans ses frontières comme à l'extérieur. À ce titre, elle intervient dans la négociation, la conclusion et la mise en œuvre des traités internationaux et s'emploie à faire respecter les droits de la Suisse à l'étranger.



Cheffe du département :
Micheline Calmy-Rey

Palais fédéral ouest, 3003 Berne
031 322 31 53
Responsables de l'information : Jean-Philippe Jeannerat,
Lars Knuchel, Marie-Marceline Kurmann
www.dfae.admin.ch

La Direction du droit international public traite une multitude de thèmes, comme la neutralité, les droits de l'homme et le droit humanitaire, ou encore les questions juridiques liées à la coopération transfrontalière et aux avoirs des potentats.

Il est de tradition qu'elle gère les relations avec la Principauté de Liechtenstein.

Direction du développement et de la coopération DDC

www.ddc.admin.ch



Directeur : Walter Fust (jusqu'en avril)	Postes : 536	Recettes : -	Dépenses : 1 433 000 000.-
--	------------------------	-----------------	--------------------------------------

La Suisse contribue à soulager les populations dans le besoin et à lutter contre la pauvreté dans le monde, ainsi qu'à promouvoir le respect des droits de l'homme, la démocratie et la coexistence pacifique des peuples, comme le prévoit la Constitution fédérale. La Direction du développement et de la coopération (DDC) est chargée de la mise en œuvre de cette mission. Les activités à l'étranger de la DDC sont de trois types :

- coopération bilatérale et multilatérale au développement ;
- aide humanitaire (dont les interventions du Corps suisse d'aide humanitaire) ;
- coopération avec l'Europe de l'Est.

La *coopération au développement* lutte contre la pauvreté par l'aide à l'autosuffisance. C'est pourquoi la DDC encourage l'autonomie économique et politique, contribue à l'amélioration des conditions de production et à la maîtrise des problèmes environnementaux, et veille à ce que les populations les plus défavorisées aient un meilleur accès à l'instruction et aux soins de santé.

L'*aide humanitaire* vise à sauver des vies et à soulager des souffrances. Elle fait intervenir le Corps suisse d'aide humanitaire en cas de catastrophe naturelle et de conflit armé, et soutient les organisations partenaires.

La *coopération avec l'Europe de l'Est* aide les pays d'Europe de l'Est et de la Communauté des États indépendants (CEI) à avancer sur la voie de la démocratie et de l'économie de marché.

Si l'aide humanitaire est fournie là où elle est le plus nécessaire, la coopération bilatérale au développement se concentre actuellement sur dix-sept pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. La coopération avec l'Europe de l'Est concerne au premier chef dix pays d'Europe du Sud-Est et de la CEI. Sur le plan multilatéral, la DDC travaille surtout avec les organisations de l'ONU, la Banque mondiale et les banques régionales de développement.

Les compétences techniques de la DDC, rassemblées à la Division des Ressources thématiques, portent en particulier sur :

- la prévention des conflits ;
- la bonne gouvernance ;
- le développement social ;
- le travail et les revenus ;
- les ressources naturelles et l'environnement.

La DDC mène des actions directes, soutient des programmes d'organisations multilatérales et subventionne des programmes d'organisations d'entraide suisses et internationales.

Direction des ressources et du réseau extérieur DRE



Directeur : Martin Dahinden	Postes : 306	Recettes : 40 000 000.-	Dépenses : 174 000 000.-
---------------------------------------	------------------------	-----------------------------------	------------------------------------

La Direction des ressources et du réseau extérieur a trois tâches principales :

- elle est chargée de la mise à disposition, de la gestion et du pilotage des ressources (ressources humaines et financières, logistique, informatique, licences, etc.) et veille à ce que celles-ci soient utilisées de manière efficace en vue de la réalisation des objectifs du département ;
- elle administre le réseau des représentations diplomatiques et consulaires en l'adaptant aux besoins de la politique étrangère et aux besoins des Suisses et des Suissesses à l'étranger ; elle prend des mesures visant à la protection des représentations et de leurs membres, et assure la communication et la coordination entre le réseau extérieur et la Centrale (Berne) ;
- elle veille à ce que les prestations consulaires soient efficaces et répondent aux besoins des usagers ; elle crée les conditions d'une gestion axée sur les résultats dans les représentations suisses à l'étranger et soutient ces dernières dans l'exécution de leurs tâches.

En outre, les questions de législation, d'application du droit et les conseils juridiques intéressant le département relèvent de la DRE. Elle ne s'occupe toutefois pas du droit international public. La Centrale des voyages de la Confédération, qui s'occupe de l'organisation et de l'achat des voyages de service à l'étranger pour l'ensemble de l'administration fédérale, lui est également rattachée.

Représentations diplomatiques et consulaires à l'étranger

Postes : 2093	Recettes : 39 000 000.-	Dépenses : 310 000 000.-
-------------------------	-----------------------------------	------------------------------------

Près de 150 représentations défendent les intérêts de la Suisse dans les autres pays et au sein des organisations internationales. Elles fournissent des services aux ressortissants suisses à l'étranger et aux entreprises. Le réseau des représentations est constitué des ambassades, des consulats généraux, des consulats, des missions multilatérales et des bureaux de coopération.

Cinq nouvelles ambassadrices pour la Suisse

Elles ont pour nom « Paule » (photo en bas à gauche), « Intimité » (la plus grande) ou encore « Fleur de pommier ». Elles ne sont plus toutes jeunes (aucune d'elles n'a moins de quarante ans) et s'apprêtent à représenter notre pays et sa création artistique à l'étranger.

Mais avant d'entreprendre leur voyage vers une de nos ambassades de Suisse et d'y orner salles de conférences ou de réception, elles doivent se soumettre à un minutieux examen de la part de Monika Dannegger. La conservatrice de la collection d'art de la Confédération consigne l'état de chacun des tableaux dans un procès-verbal détaillé avant de lui donner le feu vert pour partir dans la valise diplomatique.

Ces tableaux font partie d'une collection qui compte désormais plus de vingt mille œuvres et ne cesse de croître. Depuis plus de cent ans, la Confédération achète régulièrement les travaux d'artistes suisses auxquels viennent s'ajouter des donations de particuliers. C'est ainsi qu'un des plus grands trésors des beaux-arts nationaux s'est constitué au fil du temps.

Une petite partie de ces œuvres attend ici à l'entrepôt d'être découverte par une diplomate ou par un nouveau chef de service, mais la majeure partie d'entre elles est accrochée dans l'un de nos 300 consulats ou ambassades du monde entier et dans les bureaux de la direction d'offices et de conseillers fédéraux.

Monika Dannegger fait partie des 2257 employés du Département fédéral de l'intérieur (DFI). Elle travaille dans l'ombre pour le bien de la collectivité.



Département fédéral de l'intérieur DFI

Secrétariat général



Secrétaire général : Pascal Strupler	Postes : 62	Recettes : 1 000 000.-	Dépenses : 36 000 000.-
--	-----------------------	----------------------------------	-----------------------------------

Le Secrétariat général assume des tâches de planification, de coordination et de contrôle ; il sert d'interface entre le chef du département et les offices fédéraux et fournit des prestations de conseil à l'ensemble du département. Sa section juridique surveille les fondations nationales et internationales d'utilité publique. Le secrétariat de la Commission fédérale contre le racisme, le Service de lutte contre le racisme et le Bureau fédéral de l'égalité pour les personnes handicapées lui sont rattachés.

Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes BFEG

www.egalite-suisse.ch



Directrice : Patricia Schulz	Postes : 12	Recettes : -	Dépenses : 8 000 000.-
--	-----------------------	------------------------	----------------------------------

L'égalité dans la vie professionnelle et au sein de la famille sont les priorités du BFEG. En 2008, l'accent est mis sur l'égalité salariale, la prévention du harcèlement sexuel au bureau, la conciliation entre vie professionnelle et vie familiale, ainsi que sur la prévention de la violence dans les relations de couple. Le secrétariat de la Commission fédérale pour les questions féminines lui est rattaché.

Office fédéral de la culture OFC

www.bak.admin.ch



Directeur : Jean-Frédéric Jauslin	Postes : 220	Recettes : 4 000 000.-	Dépenses : 202 000 000.-
---	------------------------	----------------------------------	------------------------------------

LOFC œuvre à la promotion et à la diffusion de la culture, de même qu'à la conservation du patrimoine culturel et des monuments historiques. Il gère la collection d'objets d'art de la Confédération, la Bibliothèque nationale, avec les Archives littéraires suisses et le Cabinet des estampes, les musées nationaux et des collections de grande valeur qui sont propriété de la Confédération. Il soutient la création artistique, cinématographique et le design, et s'emploie à promouvoir les intérêts des diverses communautés culturelles et linguistiques. LOFC abrite également le service spécialisé Transfert des biens culturels et le Bureau de l'art spolié. L'article constitutionnel sur la culture permet de remodeler la politique culturelle et l'encouragement de la culture au niveau fédéral et de redéfinir la coopération avec les cantons, les communes et les particuliers. C'est pourquoi les messages relatifs à la loi sur l'encouragement de la culture et à la révision de la loi concernant Pro Helvetia constituent, avec celui sur la réorganisation des musées de la Confédération, deux axes prioritaires du travail de l'office.

Bibliothèque nationale suisse BN

www.nb.admin.ch



Directrice : Marie-Christine Doffey	Postes : 126	Recettes : -	Dépenses : 34 000 000.-
---	------------------------	------------------------	-----------------------------------

La BN a pour tâche de collectionner, sauvegarder, répertorier et rendre accessibles les publications relatives à la Suisse, qu'elles soient électroniques ou sur papier. La BN comprend en outre une série de collections spéciales, notamment les Archives littéraires suisses et le Cabinet des estampes. Le Centre Dürrenmatt Neuchâtel fait également partie de la BN.

Archives fédérales suisses AFS

www.bar.admin.ch



Directeur : Andreas Kellerhals	Postes : 47	Recettes : -	Dépenses : 16 000 000.-
--	-----------------------	------------------------	-----------------------------------

Les AFS évaluent, prennent en charge, mettent en valeur et communiquent tous les documents de la Confédération qui ont une valeur archivistique. L'ensemble de ces archives, qui occupe plus de 50 kilomètres de rayons et 11,4 téraoctets, renferme des documents originaux tels que la Constitution fédérale, des documents administratifs, des photos, des films, des documents sonores ou des banques de données. La transmission de ces documents est indispensable pour garantir la continuité et la transparence de l'Etat de droit et permet aux citoyens de contrôler l'activité de l'Etat et de l'administration sur une base démocratique.

Dans les années à venir, les AFS concentreront leurs efforts sur les services destinés à l'administration pour accompagner celle-ci dans le passage à la cyberadministration.

Office fédéral de météorologie et de climatologie MétéoSuisse

www.meteosuisse.ch



Directeur : Daniel K. Keuerleber-Burk	Postes : 273	Recettes : 36 000 000.-	Dépenses : 79 000 000.-
---	------------------------	-----------------------------------	-----------------------------------

Été 2007 : de violents orages et des pluies diluviennes s'abattent sur la Suisse, causant inondations, glissements de terrain et pertes en vies humaines, détruisant au passage routes, bâtiments et voies ferrées. Ce n'est pas la première fois, ni la dernière, car notre pays subit chaque année des intempéries. Mais en se renseignant, on peut éviter le pire, préserver sa vie et protéger ses biens. MétéoSuisse établit des prévisions et lance des alertes à l'arrivée d'intempéries 24 h sur 24. Face à un danger, il informe rapidement tant les organes chargés de la gestion des catastrophes que les médias et le public. MétéoSuisse dispose par ailleurs de 700 stations de mesure, de radars de précipitations et d'instruments de télédétection. Les données recueillies permettent à des modèles complexes de produire des prévisions jusqu'à dix jours à l'avance. MétéoSuisse répond aux attentes de l'économie et des particuliers par des prévisions ciblées.



Chef du département :
Pascal Couchevin

Inselgasse, 3003 Berne
031 322 80 33
Responsables de l'information : Jean-Marc Crevoisier, Katja Zürcher
www.dfi.admin.ch

Office fédéral de la santé publique OFSP www.ofsp.admin.ch



Directeur : Thomas Zeltner	Postes : 403	Recettes : 99 000 000.-	Dépenses : 2 242 000 000.-
--------------------------------------	------------------------	-----------------------------------	--------------------------------------

L'objectif de l'OFSP est de promouvoir et de protéger la santé de toutes les personnes résidant en Suisse. L'OFSP entend encourager la compétence des individus en matière de santé et les inciter à adopter un comportement responsable dans ce domaine. Il souhaite par ailleurs que la promotion et la protection de la santé ainsi que la prévention des maladies et des accidents soient mises en œuvre afin que chacun puisse bénéficier du meilleur système de santé possible. C'est pourquoi il s'occupe des thèmes suivants: épidémies, maladies infectieuses, drogues et prévention des toxicomanies, sécurité des denrées alimentaires, radioprotection et lutte contre les nuisances sonores, évaluation et contrôle des produits chimiques et toxiques, recherche sur les cellules souches, bioterrorisme et assurance-maladie et accidents.

Office fédéral de la statistique OFS www.statistique.admin.ch



Directrice : Adelheid Bürgi-Schmelz	Postes : 524	Recettes : 1 000 000.-	Dépenses : 149 000 000.-
---	------------------------	----------------------------------	------------------------------------

La statistique contribue à la transparence dans les débats de société et les discussions politiques. C'est pourquoi l'OFS fournit des informations sur l'état et l'évolution de la Suisse dans de nombreux domaines. Les informations qu'il produit servent à comprendre le présent et à planifier l'avenir. L'Annuaire statistique, le Mémento statistique et surtout le portail Internet couvrent l'ensemble des domaines de la statistique fédérale. Les principes qui guident le travail de l'OFS sont la scientificité, la protection des données, l'orientation clients et l'actualité.

Office fédéral des assurances sociales OFAS www.ofas.admin.ch



Directeur : Yves Rossier	Postes : 243	Recettes : 475 000 000.-	Dépenses : 11 921 000 000.-
------------------------------------	------------------------	------------------------------------	---------------------------------------

La Confédération investit environ un quart de son budget pour la protection sociale, ce qui correspond à un montant oscillant entre 13 et 14 milliards de francs pour ces dernières années. L'OFAS assure le maintien et l'adaptation de ce système dans son domaine de compétence: l'AVS, l'AI, les prestations complémentaires, la prévoyance professionnelle (caisses de pension), les allocations pour perte de gain (service militaire et maternité) et les allocations familiales dans l'agriculture. Le vieillissement de la population et la baisse de la natalité exigent des solutions nouvelles pour l'AVS. La 5^e révision de l'AI a pour but de maintenir davantage de personnes invalides dans la vie active et de réduire les dépenses afin d'assainir les finances de l'assurance.

Secrétariat d'Etat à l'éducation et à la recherche SER www.sbf.admin.ch



Directeur : Secrétaire d'Etat Mauro Dell'Ambrogio	Postes : 103	Recettes : 2 000 000.-	Dépenses : 1 909 000 000.-
---	------------------------	----------------------------------	--------------------------------------

Le Secrétariat d'Etat à l'éducation et à la recherche est en charge de la préparation et de la mise en œuvre des politiques fédérales nationales et internationales dans les domaines de l'enseignement secondaire supérieur et de la formation universitaire, de la recherche et des affaires spatiales. Les principaux dossiers du domaine de l'éducation sont la maturité, l'aide aux universités cantonales, et la préparation et le contrôle de l'exécution du mandat de prestations imparties au domaine des EPF. Les financements alloués par le SER au Fonds national suisse de la recherche scientifique, aux Académies suisses des sciences, aux établissements de recherche extra-universitaires et à la coopération dans les programmes scientifiques européens et mondiaux sont autant d'investissements en faveur de l'excellence scientifique de la Suisse. Enfin, le SER coordonne et finance la politique spatiale de la Suisse dans ses dimensions scientifique et industrielle.

Domaine des Ecoles polytechniques fédérales EPF www.ethrat.ch



Président du Conseil des EPF : Fritz Schiesser	Postes : 12 000	Recettes : -	Dépenses : 2 154 000 000.-
--	---------------------------	------------------------	--------------------------------------

Le domaine des EPF est un système cohérent d'universités techniques et scientifiques et d'établissements de recherche. L'EPF de Zurich, l'EPF de Lausanne et le groupe des institutions de recherche PSI, WSL, Empa et Eawag sont conduits sur le plan stratégique par le Conseil des EPF, organe composé d'onze personnalités issues des milieux scientifique, économique et politique. 12 000 collaborateurs et près de 20 000 étudiants et docteurs fournissent des prestations d'excellence en réseau avec la société, l'économie et les hautes écoles de Suisse et d'ailleurs.

Institut suisse des produits thérapeutiques Swissmedic www.swissmedic.ch



Directeur : Jürg Schnetzer	Postes : 284	Recettes : 71 500 000.-	Dépenses : 67 000 000.-
--------------------------------------	------------------------	-----------------------------------	-----------------------------------

Pour protéger la santé de l'être humain et des animaux, Swissmedic surveille tous les produits thérapeutiques. Il garantit par là que seuls des produits thérapeutiques sûrs, efficaces et de qualité sont mis sur le marché en Suisse. L'examen détaillé des produits thérapeutiques inclut la détection précoce de nouveaux risques et la mise en œuvre rapide de mesures de sécurité appropriées.



La certitude en seulement trois minutes : c'est lui !

Ou alors non: ce n'est pas lui! – Les experts de l'Office fédéral de la police (Fedpol) peuvent établir dans des délais très courts si une empreinte digitale a été laissée par une personne connue des services de police ou si, au contraire, tout soupçon peut être écarté. Ils disposent pour ce faire d'un outil dénommé AFIS.

L'acronyme AFIS désigne le système automatique d'identification des empreintes digitales, utilisé en Suisse depuis près d'un quart de siècle.

Sur le plan technique, la procédure adoptée, qui permet de démasquer les malfaiteurs et lave les individus innocents de tout soupçon, se fonde sur l'unicité de chaque individu, du moins si l'on considère les lignes papillaires de ses mains et de ses doigts, un fait connu depuis la fin du 19^e siècle et qui facilite depuis lors le travail de la police.

Ce que Guido Balmer, l'un des hommes de Fedpol, voit sur son écran n'est qu'une empreinte digitale numérisée; il ne sait pas à qui elle appartient ni de quelle enquête elle provient. Ces informations sont enregistrées à part pour assurer la protection des données. Par contre, si la recherche dans le système laisse apparaître que l'empreinte numérisée correspond à une empreinte digitale déjà enregistrée, il sera possible de déterminer qui est la personne concernée et quelles sont les données de l'affaire.

A l'heure actuelle, les experts de Fedpol procèdent en moyenne à 300 identifications par jour au moyen d'AFIS, qui rassemble en tout près de 750 000 blocs de données.

Guido Balmer fait partie des 2397 employés du Département fédéral de justice et police (DFJP). Il travaille dans l'ombre pour le bien de la collectivité.

Département fédéral de justice et police DFJP

Secrétariat général



Secrétaire générale :	Postes : 117	Recettes SG :	-
Sonja Bietenhard	CSI : 89	Dépenses SG :	28 000 000.-
Responsable CSI :		Recettes CSI :	52 000 000.-
Christian Baumann		Dépenses CSI :	57 000 000.-

Tel un feu de signalisation à un carrefour très fréquenté, le Secrétariat général veille à l'interaction des différentes parties du DFJP : il coordonne les objets destinés au Parlement et au Conseil fédéral, informe l'opinion publique des activités du département via les médias ou Internet et dirige de manière centralisée le personnel et les finances de tout le département.

Le Centre de service informatique est une unité particulière qui assure le développement et l'exploitation d'applications informatiques touchant à la sécurité dans les domaines de la justice, de la police et des migrations, comme les systèmes de recherche ou le casier judiciaire. Le CSI est aussi compétent en matière de surveillance de la correspondance par poste et télécommunication.

Office fédéral de la justice OFJ

www.bj.admin.ch



Directeur :	Postes :	Recettes :	12 000 000.-
Michael Leupold	206	Dépenses :	147 000 000.-

Pierre et Jean sont en couple depuis cinq ans. Ils ont fait enregistrer leur partenariat à l'office de l'état civil s'engageant ainsi à mener une vie de couple, avec les droits et devoirs qui en découlent. La loi sur le partenariat, entrée en vigueur en 2007, améliore la situation juridique des couples de même sexe dans le domaine du droit successoral, des assurances sociales et de la prévoyance professionnelle, sans toutefois assimiler le partenariat enregistré au mariage. Un exemple parmi tant d'autres des lois que l'OFJ élabore dans le domaine du droit public, du droit privé et du droit pénal. L'office supervise aussi tous les autres projets législatifs au sein de l'administration fédérale et produit des avis de droit. Sur le plan international, l'OFJ représente la Suisse devant la Cour européenne des droits de l'homme et collabore avec des autorités étrangères dans le domaine de l'entraide judiciaire.

Office fédéral de la police Fedpol

www.fedpol.admin.ch



Directeur :	Postes :	Recettes :	1 000 000.-
Jean-Luc Vez	832	Dépenses :	220 000 000.-

Le 1^{er} août 2007, peu après la fin de la cérémonie officielle, un engin explosif détone sur la prairie du Grütli. Que signifie cet incident pour l'Office fédéral de la police ?

Fedpol s'occupe des poursuites pénales. Suite à cet événement, la Police judiciaire fédérale (PJF) a donc été chargée d'enquêter pour découvrir les auteurs. Outre les délits en matière d'explosifs, la PJF est compétente en matière de poursuite pénale dans des cas de délits graves, par exemple liés au crime organisé.

Fedpol est également chargé de la sécurité des personnes jouissant d'une protection en vertu du droit international public. Le 1^{er} août, le Service fédéral de sécurité a permis d'assurer la sécurité de la présidente de la Confédération Micheline Calmy-Rey avant, pendant et après les festivités sur la prairie du Grütli.

Le Service d'analyse et de prévention est responsable de la détection précoce des menaces émanant par exemple du terrorisme, du service de renseignements prohibé ou de l'extrémisme violent. C'est ainsi qu'il a analysé la situation avant le 1^{er} août et a pu informer les cantons des éventuels dangers.

Office fédéral des migrations ODM

www.bfm.admin.ch



Directeur :	Postes :	Recettes :	44 000 000.-
Eduard Gnesa	614	Dépenses :	972 000 000.-

L'Office fédéral des migrations est compétent pour toutes les questions relatives aux étrangers, aux requérants d'asile et aux réfugiés. A la fin de 2006, la Suisse comptait 1 554 527 titulaires d'une autorisation de séjour ou d'établissement et 44 869 requérants d'asile ou personnes admises provisoirement, ce qui représente un nombre total d'environ 1,6 million de personnes, pour près de la moitié d'entre elles des travailleurs dont l'économie est tributaire.

En 2006, l'ODM s'est prononcé sur 46 700 demandes de naturalisation et sur plus de 11 100 demandes d'asile. Il a accordé près de 158 800 autorisations en vue de l'exercice d'une activité lucrative et délivré plus de 584 700 visas.

L'intégration des personnes étrangères est importante ; les règles fondamentales de la cohabitation doivent être acceptées. Le rapport sur l'intégration publié en 2006 montre que, dans l'ensemble, l'intégration se passe bien, mais qu'il y a aussi des lacunes. Pour y remédier, 45 mesures d'intégration ont été élaborées, en collaboration avec différents départements et offices, principalement dans les domaines de la langue, du travail et de la formation.

Ministère public de la Confédération MPC

www.ba.admin.ch



Procureur général :	Postes :	Recettes :	1 000 000.-
Erwin Beyeler	111	Dépenses :	33 000 000.-

En tant qu'autorité de poursuite pénale de la Confédération, le Ministère public mène des enquêtes et dresse les actes d'accusation en cas d'infraction visant la Confédération ou affectant fortement ses intérêts.

Les infractions relevant de la juridiction fédérale sont par exemple le service de renseignements prohibé, les délits commis par les agents de la Confédération dans l'exercice de leur fonction et les infractions liées aux explosifs ou aux matières radioactives. En tant qu'organe d'investigation et accusateur public fédéral, le Ministère public de la Confédération est également compétent pour les affaires de crime organisé et de terrorisme, de blanchi-



Cheffe du département :
Eveline Widmer-Schlumpf

Palais fédéral ouest, 3003 Berne
031 322 18 18
Responsable de l'information : Livio Zanolari
info@gs-ejpd.admin.ch
www.ejpd.admin.ch

ment d'argent et de corruption, ainsi que pour les affaires de criminalité économique ayant des ramifications intercantionales ou internationales.

Le MPC s'occupe par ailleurs de l'exécution des demandes d'entraide judiciaire émanant d'autorités de poursuite pénale d'autres pays et de la promotion de la coopération transfrontière pour la lutte contre la criminalité.

Office fédéral de métrologie Metas

www.metas.ch



Directeur : Christian Bock	Postes : 112	Recettes : 7 000 000.-	Dépenses : 34 000 000.-
--------------------------------------	------------------------	----------------------------------	-----------------------------------

Les produits et les services suisses se caractérisent souvent par leur grande qualité, leur précision et leur fiabilité. Pour atteindre ce résultat, notre économie doit pouvoir mesurer, vérifier et évaluer les propriétés de ses produits et de ses services aussi précisément que possible.

Qu'il s'agisse de la précision d'un produit, du décompte de l'énergie électrique ou du respect de valeurs-limites dans l'environnement, l'économie et la société ne fonctionnent que lorsque tout est mesuré correctement.

L'Office fédéral de métrologie établit les références en matière de mesures pour la Suisse, veille à ce qu'elles soient reconnues sur le plan international et les met à la disposition de la recherche, de l'économie et de la société avec la précision requise. Il est capable d'étalonner les instruments de mesure les plus précis et crée ainsi les conditions permettant, en Suisse, d'effectuer les mesures et les vérifications les plus exactes.

Institut fédéral de la propriété intellectuelle IPI

www.ige.ch



Directeur : Roland Grossenbacher	Postes : 208	Recettes : 44 633 000.-	Dépenses : 43 877 000.-
--	------------------------	-----------------------------------	-----------------------------------

L'emblème national gravé sur les couteaux militaires, est-ce une décoration ou une marque ? Qu'en est-il des cosmétiques estampillés «swiss made» développés en Suisse mais produits à l'étranger ? Et que fait une croix suisse sur une poêle fabriquée en Chine ? Autrement dit : comment se détermine la suissitude d'un objet ? L'institut s'occupe des aspects juridiques de ce thème si actuel et si sensible. Car pour toutes ces questions, il ne s'agit rien moins que du positionnement de la place économique suisse et de la réputation des indications de provenance suisses.

Appelé familièrement «office des brevets», l'institut ne protège pas seulement les découvertes innovatrices : il enregistre par exemple aussi le design d'un meuble ou la marque d'une nouvelle boisson. Il recherche aussi ce qui a déjà été inventé afin que des entreprises innovatrices soient juridiquement armées pour faire face au plagiat.

Institut suisse de droit comparé ISDC

www.isdc.ch



Directrice : Eleanor Cashin Ritaine	Postes : 30	Recettes : 3 000 000.-	Dépenses : 7 000 000.-
---	-----------------------	----------------------------------	----------------------------------

Cet institut indépendant conseille des organisations internationales, des tribunaux, des études d'avocats, des autorités, des entreprises et des particuliers en Suisse et à l'étranger sur les questions juridiques touchant à tous les systèmes juridiques nationaux. Il propose également au législateur suisse des modèles de référence et des sources d'inspiration pour l'élaboration et la révision de lois et de traités internationaux.

La bibliothèque de l'institut met à la disposition des scientifiques du monde entier plus de 300 000 ouvrages dans plus de 60 langues.

L'ISDC organise chaque année plusieurs colloques sur des thèmes actuels du droit comparé et publie régulièrement ses propres travaux de recherche.

Commission fédérale des maisons de jeu CFMJ

www.esbk.admin.ch



Directeur : Jean-Marie Jordan	Postes : 31	Recettes : 5 000 000.-	Dépenses : 9 000 000.-
---	-----------------------	----------------------------------	----------------------------------

Jouer au poker comme James Bond ? C'est possible dans l'une des 19 maisons de jeu suisses soumises à la surveillance de la CFMJ. Vous n'aurez pas la certitude de gagner, mais la garantie de pouvoir bénéficier de conditions de jeu équitables. Pour la CFMJ, l'objectif primordial est que le jeu reste un plaisir. Elle veille donc à ce que les casinos appliquent de manière professionnelle et engagée les mesures de prévention de la dépendance au jeu. Ces mesures permettent de garantir que la manne financière que constituent les impôts dont s'acquittent les casinos n'entraîne pas de souffrance humaine et de coûts sociaux élevés. La CFMJ est également chargée des poursuites relatives aux jeux de hasard illégaux qui se déroulent en dehors des casinos.



Prendre de la hauteur pour relever les changements

Ceux qui se rendent pour des raisons personnelles ou professionnelles en terrain inconnu ont besoin d'une bonne carte pour s'orienter (et ils doivent, bien sûr, savoir la lire!). Une bonne carte est claire, précise et à jour.

Nos cartes nationales répondent à ces exigences. Et Hanspeter Gautschi n'y est pas pour rien. Opérateur de bord, collaborateur du service aérien de l'Office fédéral de topographie, Hanspeter Gautschi veille, avec ses collègues, au maintien de cette qualité.

Régulièrement, Hanspeter Gautschi réalise des prises de vue verticales de chaque mètre carré de la Suisse. Seul contrainte: la météo. Il faut qu'il fasse beau, que le brouillard se soit complètement dissipé et que la neige ne recouvre plus chemins et routes.

Rien n'échappe à l'objectif de Hanspeter Gautschi, qu'il s'agisse de la modification du tracé d'une route, de la surface d'un champ ou de la taille d'un glacier. Une forêt peut bien gagner du terrain, des pâturages retourner à l'état de friche, des étangs se combler ou un centre de jardinage repousser les petits jardins familiaux: l'œil exercé de l'opérateur voit tout et sa caméra numérique enregistre aussitôt la plus petite modification du paysage qui défile en dessous.

Ces données servent notamment à tenir à jour les cartes nationales. Mais ce sont aussi les pièces d'un véritable « puzzle ». Baptisé Swissimage, ce produit connaît un franc succès auprès du public, car il offre une vue d'en haut aussi détaillée que « naturelle » de notre pays.

Hanspeter Gautschi fait partie des 13 230 employés du Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS).

Il travaille dans l'ombre pour le bien de la collectivité.

Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS)

Secrétariat général



Secrétaire général : Markus Seiler	Postes : 305	Recettes : 2 000 000.-	Dépenses : 130 000 000.-
--	------------------------	---------------------------	-----------------------------

Les activités du chef du DDPS sont extrêmement variées.

Le Secrétariat général (SG) se compose d'une équipe de spécialistes de domaines les plus divers qui soutient le chef du département dans son travail quotidien et qui effectue également un travail de planification à moyen et long terme. Le SG dirige, coordonne et surveille l'utilisation des ressources du département dans les domaines du Personnel, des Finances, du Droit et de l'Environnement. Il est également responsable de la Communication et du Centre de dommages du DDPS.

Sont administrativement rattachés au SG:

- la Direction de la politique de sécurité. Elle est responsable de la stratégie de la politique de sécurité, des relations internationales au niveau du département, du suivi des engagements de l'armée sur le plan de la politique de sécurité en Suisse et à l'étranger, ainsi que de la planification de l'armée et de l'armement, de la politique d'armement, de la maîtrise des armements et du désarmement.
- le Service de renseignement stratégique. Il acquiert et analyse, principalement à l'intention du gouvernement, des renseignements politiques, économiques, militaires et techno-scientifiques provenant de l'étranger, en relation avec des développements représentant un danger ou une opportunité pour la Suisse.
- l'Etat-major de la Délégation du Conseil fédéral pour la sécurité (EM Délséc). La Délégation pour la sécurité est composée de trois conseillers fédéraux (le ministre de la défense, le ministre de la justice, la ministre des affaires étrangères). Ses affaires sont préalablement examinées par l'Organe de direction pour la sécurité. Ces deux organismes sont appuyés par l'EM Délséc, qui leur fournit des appréciations continues de la situation et des contributions à la prévention des crises au niveau de la Confédération.

En outre, le SG assiste les trois centres de Genève, de renommée internationale: le Centre de politique de sécurité, le Centre international de déminage humanitaire et le Centre pour le contrôle démocratique des forces armées.

Office de l'auditeur en chef

www.oa.admin.ch



L'Auditeur en chef : Brigadier Dieter Weber	Postes et budget compris dans les chiffres du secrétariat général
---	---

L'Office de l'auditeur en chef veille à ce que la justice militaire puisse remplir ses tâches indépendamment du commandement de l'armée et de l'administration. L'auditeur en chef est le procureur général militaire. Il surveille les procédures pénales et est responsable, conformément à la Convention de Genève, de la poursuite des criminels de guerre présumés, indépendamment de leur nationalité et du lieu du délit.

Défense

www.armee.ch



Chef de l'armée : Commandant de corps Roland Nef	Postes : 9958	Recettes : 357 000 000.-	Dépenses : 5 188 000 000.-
--	-------------------------	-----------------------------	-------------------------------

Le deuxième D de l'abréviation DDPS correspond à Défense. La Défense est le plus grand domaine du département. Il est dirigé par le chef de l'armée, qui revêt le grade de commandant de corps (général trois étoiles). Font partie du domaine Défense, l'Etat-major de planification, l'Etat-major de conduite, les deux composantes des forces armées : Forces terrestres et Forces aériennes, la Formation supérieure des cadres de l'armée, la Base logistique et la Base d'aide au commandement.

L'Etat-major de planification est tourné vers l'avenir et planifie l'armée de demain, de même que les biens d'armement qui lui sont nécessaires et que le Conseil fédéral soumet à l'approbation du Parlement dans le cadre des programmes d'armement annuels. L'Etat-major de conduite planifie et dirige la disponibilité de la troupe et des engagements, qu'il s'agisse de la sécurité à l'occasion du Forum économique mondial de Davos, de la promotion de la paix dans les Balkans (par exemple par la Swisscoy au Kosovo) ou de l'aide en cas de catastrophe lors d'avalanches, d'inondations ou de feux de forêts en Suisse et à l'étranger.

Les commandants des Forces terrestres et aériennes, également commandants de corps, assument la responsabilité d'ensemble de l'instruction et de la disponibilité des formations terrestres et aériennes.

L'instruction et le perfectionnement des officiers de milice et des militaires de métier se déroulent dans le cadre de la Formation supérieure des cadres de l'armée. La Base logistique garantit l'ensemble de la fourniture et de la reddition d'armes, de matériel et de vivres, la maintenance et l'infrastructure. Les troupes sanitaires et les troupes de transport font également partie de la Base logistique. La Base d'aide au commandement fournit toutes les prestations électroniques nécessaires.



Chef du département :
Samuel Schmid

Palais fédéral Est, 3003 Berne
031 324 50 58
Responsables de l'information : Jean-Blaise Defago, Dominique Bugnon,
Martin Bühler, Sebastian Hueber
www.ddps.admin.ch

Protection de la population

www.bevoelkerungsschutz.ch



Directeur : Willi Scholl	Postes : 277	Recettes : 9 000 000.-	Dépenses : 131 000 000.-
------------------------------------	------------------------	----------------------------------	------------------------------------

Le P de l'abréviation DDPS correspond à Protection de la population. Elle représente un système civil en réseau pour la conduite, la protection, le sauvetage et l'aide. Elle assure la collaboration entre les cinq organisations partenaires de la police, des sapeurs-pompiers, des services de santé, des exploitations techniques et de la protection civile. Un organe de conduite assume la coordination et la conduite des engagements en cas de catastrophe et de situation d'urgence.

La protection de la population incombe dans une large mesure aux cantons. La Confédération, en particulier l'Office fédéral de la protection de la population, est responsable des bases légales et de la coordination, notamment de la conception, de la protection ABC (dangers nucléaires, biologiques et chimiques), de l'instruction ou de l'infrastructure. La Confédération est spécialement compétente en cas de hausse de la radioactivité, d'accident de barrages, d'épidémie et d'épizootie, ainsi que lors d'un conflit armé.

La Centrale nationale d'alarme de Zurich est chargée d'alerter la population. Le Laboratoire de Spiez est l'institut suisse spécialisé dans la protection contre les menaces et dangers nucléaires, biologiques et chimiques. L'ONU a fréquemment recours à ses services.

Sports

www.ofspo.ch



Directeur : Matthias Remund	Postes : 304	Recettes : 12 000 000.-	Dépenses : 203 000 000.-
---------------------------------------	------------------------	-----------------------------------	------------------------------------

Le S de l'abréviation DDPS correspond aux Sports. L'Office fédéral du sport (OFSP) encourage le sport et le mouvement pour toute la population. Ses activités consistent à montrer les effets positifs du sport et du mouvement du point de vue de la santé, de l'éducation, des performances et de l'économie. L'OFSP est chargé de développer la politique nationale du sport, de participer à sa mise en place et de réaliser les objectifs qui en découlent. La Haute école fédérale de sport de Macolin est responsable de la formation, de la recherche et du développement. En outre, elle dirige le programme Jeunesse et Sport, dont profitent annuellement environ 800 000 jeunes dans 60 disciplines sportives.

A Macolin, au-dessus de Bienne, et à Tenero, près de Locarno, l'OFSP gère des centres de formation, de cours et d'entraînement des plus modernes et les met à la disposition des universités, des associations, des sociétés et des écoles.

L'organisation du projet « Pouvoirs publics UEFA EURO 2008 » est rattachée à l'OFSP. Elle coordonne les prestations de la Confédération, des cantons et des communes pour l'organisation du Championnat d'Europe de football 2008.

Groupement armasuisse

www.armasuisse.ch



Chef de l'armement : Alfred Markwalder	Postes : 955	Recettes : 1 282 000 000.-	Dépenses : 1 038 000 000.-
--	------------------------	--------------------------------------	--------------------------------------

Le Groupement armasuisse est le Centre pour l'acquisition, pour la technologie et pour les immeubles du DDPS. Il assure l'approvisionnement de l'armée et de la protection de la population à l'aide de systèmes, de véhicules, de matériel et d'immeubles. Il est l'un des deux centres de compétence pour les acquisitions de la Confédération. Son directeur est le chef de l'armement.

Il n'existe presque pas de ménages suisses où l'on ne trouve pas au moins un de ses produits: une carte ou un atlas. Ces produits de haute qualité sont fabriqués par l'Office fédéral de topographie. Ce dernier est également responsable de la mensuration officielle de la Suisse.

L'Office fédéral des systèmes pour la conduite, la télématique et la formation est le centre de compétence pour les systèmes de conduite et de reconnaissance (C4ISTAR), de même que pour les installations de simulation et d'entraînement. L'Office fédéral des systèmes d'armes, de véhicules et de matériel est responsable de l'acquisition des systèmes aéronautiques et terrestres, des munitions, des véhicules, ainsi que de l'équipement et des vêtements.

Le domaine Immeubles gère environ 26 000 objets et 26 000 hectares de terrains appartenant au DDPS, qui est le plus grand propriétaire foncier de Suisse. En tant que plaque tournante en matière de recherche et de technologie, le domaine Sciences et Technologies fournit les connaissances nécessaires à une armée équipée de manière moderne et à la planification du développement militaire. Comme le Groupement armasuisse suit les armes et les appareils durant toute leur « durée de vie », il est également responsable de leur liquidation.

La séance est levée

Après quinze ans consacrés à l'organisation d'innombrables séances, conférences ou séminaires, à la production de tonnes de documents et au remplissage de kilomètres de colonnes de chiffres, l'objectif est enfin atteint: ayant franchi tous les obstacles, la réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons (RPT) a pu entrer en vigueur le 1^{er} janvier 2008.

Point de séance tardive ce soir dans la salle des lustres du Bernerhof: au centre, Gérard Wettstein, responsable du projet, se félicite avec Susanna Gadiet, Michelle Nyfeler et Antonio Ladarola de l'aboutissement de l'une des plus grandes réformes réalisées en Suisse.

Les dossiers élaborés et négociés durant toutes ces années dans les bureaux du Département fédéral des finances et de tous les gouvernements cantonaux constituent la plus vaste réforme du fédéralisme suisse jamais menée à bien.

La RPT vise deux objectifs principaux: réduire les disparités cantonales et accroître l'efficacité de l'action étatique. Elle agit essentiellement sur deux axes: la répartition des tâches entre Confédération et cantons et la péréquation financière.

Prenons un exemple parmi tant d'autres: jusqu'à présent, les cantons étaient responsables de la construction, de l'entretien et de l'exploitation des routes nationales sur leur territoire. Le financement était toutefois assuré en majeure partie par la Confédération, à hauteur de 87% en moyenne pour la construction et l'entretien et de quelque 67% pour l'exploitation. A l'avenir, la Confédération prendra à sa charge la totalité des coûts; en contrepartie, elle sera l'unique maître d'œuvre et propriétaire des routes nationales.

Gérard Wettstein et ses trois collaborateurs font partie des 9175 employés du Département fédéral des finances (DFF). Ils travaillent dans l'ombre pour le bien de la collectivité.





Département fédéral des finances DFF

Secrétariat général



Secrétaire générale : **Elisabeth Meyerhans Sarasin** Postes : **108** Recettes : -
Dépenses : **47 000 000.-**

Un mardi soir au « Bernerhof »: de nombreux bureaux sont encore allumés. C'est un moment d'intense activité, les départements remettent leurs derniers avis concernant les objets qui seront traités lors de la séance du Conseil fédéral du lendemain. Au Secrétariat général (SG), on apporte les dernières retouches aux dossiers.

Le SG planifie les affaires et soutient le chef du département. L'information du public est du ressort de la communication. L'improvisation n'a pas sa place, ne serait-ce qu'en raison de l'obligation de traduire les documents en plusieurs langues. Toutes les affaires du Conseil fédéral font simultanément l'objet d'une information en allemand, en français et en italien. Le SG abrite en outre l'Unité de stratégie informatique de la Confédération. Celle-ci élabore les bases permettant de développer l'informatique au sein de l'administration fédérale et veille à la protection des données électroniques dans l'ensemble de la Confédération.

Administration fédérale des finances AFF www.aff.admin.ch



Directeur : **Peter Siegenthaler** Postes : **214** avec l'Autorité de contrôle, mais sans la Monnaie fédérale (20) ni la CdC (559) Recettes : **2 440 000 000.-**
Dépenses : **6 522 000 000.-**

L'AFF est la gardienne de la caisse fédérale. La règle voulant que l'on ne dépense pas plus que l'on gagne a également cours ici. En 2001, le peuple a enjoint le Conseil fédéral et le Parlement de ne plus augmenter la dette. Le « frein à l'endettement » impose ainsi que les dépenses ne croissent pas plus vite que les recettes. Cet objectif doit être respecté lorsque l'AFF élabore le budget pour l'année suivante. Afin que le pouvoir politique dispose de suffisamment de temps pour choisir les bonnes orientations, l'AFF établit également un plan financier pour les trois années qui suivent celle du budget. Ce plan contient toutes les dépenses ayant déjà fait l'objet d'une décision ou auxquelles on peut s'attendre. Cela permet de déterminer en temps utile si des projets doivent être suspendus ou s'il faut prévoir de nouvelles recettes.

Grâce aux comptes transparents qu'elle établit, l'AFF permet au Parlement et au peuple de savoir comment sont utilisés les deniers publics et de vérifier si leurs décisions sont bien mises en œuvre.

Office fédéral du personnel OFPER www.ofper.admin.ch



Directrice : **Barbara Schaefer** (depuis le 1^{er} mai) Postes : **89** Recettes : -
Dépenses : **131 000 000.-**

Un Etat doit son succès d'abord aux individus. Aux entrepreneurs, aux inventeurs, à tous ceux qu'anime un esprit de pionnier, qui se distinguent par leur courage, leur ténacité, leur amour du travail, de la qualité et de l'élégance, qui veulent réussir et ne craignent pas la concurrence. A des individus prêts à

s'investir et à poursuivre des objectifs, tout en accomplissant leur tâche et en faisant preuve de patience dans leurs rapports mutuels. Si nous donnons à toutes ces qualités humaines la possibilité de s'épanouir dans un environnement libre, le succès sera au rendez-vous. Pour notre société et pour notre économie. Mais aussi pour l'Etat. Ce dernier a besoin d'employés solides et sûrs de leurs moyens pour pouvoir être à la fois fort et svelte. L'OFPER fait en sorte que la Confédération puisse s'adjoindre et conserver les meilleurs collaborateurs.

Administration fédérale des contributions AFC www.estv.admin.ch



Directeur : **Urs Ursprung** Postes : **982** Recettes : **43 033 000 000.-**
Dépenses : **5 776 000 000.-**

Dans la restauration rapide, quand on vous demande si vous voulez manger votre hamburger sur place ou si vous voulez l'emporter, ce n'est pas seulement pour une question d'emballage: en effet, votre hamburger sera imposé au taux de 2,4% (au lieu de 7,6%) si vous le mangez dans la rue. C'est un peu compliqué et ce n'est pas le seul problème que pose la taxe sur la valeur ajoutée. C'est pourquoi l'AFC est chargée de préparer une révision totale de la loi sur la TVA. Mais ce n'est qu'une de ses tâches parmi beaucoup d'autres. Globalement, c'est l'AFC qui procure à la Confédération la plus grosse part de ses recettes.

Administration fédérale des douanes AFD www.ezv.admin.ch



Directeur : **Rudolf Dietrich** Postes : **4435** Recettes : **10 521 000 000.-**
Dépenses : **1 275 000 000.-**

Plus de 10 000 camions, 330 000 voitures de tourisme et 660 000 voyageurs entrent quotidiennement en Suisse. L'AFD s'efforce de leur faire franchir la frontière aussi aisément que possible. Pour notre pays, situé au cœur de l'Europe, la libre circulation des personnes et des marchandises est vitale. Afin de garantir un dédouanement rapide sans pour autant ouvrir la porte à la contrebande et à d'autres abus, la douane améliore continuellement ses contrôles de frontière axés sur les risques. Des sondages ciblés permettent de découvrir une grande part des irrégularités.

De plus, la douane encaisse un tiers des recettes de la Confédération; elle perçoit en effet les impôts sur les huiles minérales, le tabac et les véhicules automobiles, ainsi que la redevance sur le trafic des poids lourds liée aux prestations (RPLP).



Chef du département :
Hans-Rudolf Merz

Bernerhof, 3003 Berne
031 322 60 33
Responsables de l'information : Tanja Kocher, Dieter Leutwyler
www.dff.admin.ch
info@gs-admin.ch

Office fédéral de l'informatique et de la télécommunication OFIT

www.bit.admin.ch



Directeur : Marius Redli	Postes : 789	Recettes : 338 000 000.-	Dépenses : 323 000 000.-
------------------------------------	------------------------	------------------------------------	------------------------------------

Depuis 2007, l'OFIT est habilité à établir des signatures électroniques qualifiées au moyen de certificats. Les utilisateurs des systèmes de transmission des données peuvent désormais garantir l'intégrité et l'identité du signataire. L'OFIT ouvre ainsi la voie à la transmission des données de l'avenir. L'office offre des prestations à l'administration fédérale, aux cantons et aux communes, ainsi qu'à d'autres organisations.

Office fédéral des constructions et de la logistique OFCL

www.ofcl.admin.ch



Directeur : Gustave E. Marchand	Postes : 651	Recettes : 830 000 000.-	Dépenses : 700 000 000.-
---	------------------------	------------------------------------	------------------------------------

Pourquoi la plupart des bureaux de l'administration fédérale sont-ils gris clair et pour quelle raison contiennent-ils presque tous les mêmes meubles? Tout simplement parce que les employés ne peuvent pas acheter des pupitres et autres chaises comme bon leur semble auprès d'un revendeur spécialisé. Les bureaux y gagneraient certes en couleurs, mais cette solution se révélerait coûteuse. En effet, les articles sont meilleur marché lorsqu'ils sont commandés en grandes quantités. Ainsi, des appels d'offres sont régulièrement lancés pour des milliers de pupitres, des palettes de stylos à bille et des tonnes de papier, pour identifier puis retenir l'offre la plus avantageuse. Ce genre d'acquisition incombe à l'OFCL, qui gère par ailleurs l'immobilier de la Confédération.

Office fédéral des assurances privées OFAP

www.bpv.admin.ch



Directrice : Monica Mächler	Postes : 92	Recettes : 27 000 000.-	Dépenses : 23 000 000.-
---------------------------------------	-----------------------	-----------------------------------	-----------------------------------

L'agent d'assurance qui va trouver un client à la maison est évidemment très aimable. Mais comment un assuré peut-il savoir si la compagnie d'assurance est solvable et si elle sera donc en mesure de couvrir un éventuel dommage? Tout le monde ne peut pas répondre à ce genre de questions. L'OFAP, oui. En effet, il surveille les compagnies d'assurance privées et octroie les autorisations concernant l'exploitation de la société et les produits offerts. En consultant Internet, il est possible de savoir quelles autorisations ont été octroyées à quelles entreprises.

Commission fédérale des banques CFB

www.cfb.admin.ch



Directeur : Daniel Zuberbühler	Postes : 156	Recettes : 39 000 000.-	Dépenses : 38 000 000.-
--	------------------------	-----------------------------------	-----------------------------------

La tâche de la CFB consiste à définir le contenu et veiller au respect des règles légales applicables aux banques et aux autres fournisseurs de services financiers œuvrant en Suisse. La

CFB examine si les participants au marché financier suisse se conforment effectivement à ces règles et elle intervient en cas d'infraction. Le site Internet de la CFB permet de savoir quelles autorisations ont été octroyées à quelles entreprises.

Contrôle fédéral des finances CDF

www.cdf.admin.ch



Directeur : Kurt Grütter	Postes : 87	Recettes : 1 000 000.-	Dépenses : 20 000 000.-
------------------------------------	-----------------------	----------------------------------	-----------------------------------

En sa qualité d'organe suprême de surveillance financière, le CDF a le droit de demander des renseignements sur son travail à n'importe quel employé de la Confédération. Il s'efforce, tout en gardant une distance critique, de détecter les lacunes et les points faibles. Il accomplit un travail professionnel de persuasion, apportant ainsi des améliorations à l'activité du personnel fédéral. Le CDF mise sur le dialogue avec les institutions contrôlées, car il sait que ses recommandations seront mieux acceptées de cette manière.

Régie fédérale des alcools RFA

www.eav.admin.ch



Directeur : Lucien Erard	Postes : 149	Recettes : 280 000 000.-	Dépenses : 32 000 000.-
------------------------------------	------------------------	------------------------------------	-----------------------------------

La RFA infléchit le marché de l'alcool en taxant et en contrôlant les boissons alcoolisées, ainsi qu'en limitant la publicité pour ces dernières. Centre de profit de la RFA, Alcosuisse est responsable du commerce de l'éthanol (alcool éthylique à haut degré). L'ajout d'éthanol aux carburants traditionnels prend toujours plus d'importance. Il permet de réduire de 600 000 tonnes par année les émissions de CO₂ en Suisse. Près de 150 stations-service proposent déjà de l'essence contenant 5 % d'éthanol. Bientôt, quinze stations-service supplémentaires devraient distribuer de l'essence mélangée à 85 % d'éthanol.

Caisse fédérale de pensions Publica

www.publica.ch



Directeur : Werner Hertzog	Postes : 118	Recettes : 1 045 000 000.-	Dépenses : 2 124 000 000.-
--------------------------------------	------------------------	--------------------------------------	--------------------------------------

Employeurs et associations du personnel ont dû se pencher de près sur la question de la prévoyance professionnelle. De fausses attentes de gains élevés provenant de placements et, partant, des promesses trop généreuses, ont contraint diverses caisses de prévoyance à prendre des mesures d'assainissement. Le système de la primauté des prestations, utilisé en maints endroits, doit être remplacé par celui de la primauté des cotisations en raison du vieillissement de la population. Cela signifie que les rentes ne seront plus calculées d'après le dernier salaire, mais qu'elles dépendront uniquement du capital épargné. Il faudra en outre viser un assouplissement de l'âge de la retraite afin de tenir compte de nouveaux modèles de vie. La Confédération passera au système de la primauté des cotisations dans le cadre de la révision totale de la loi relative à PUBLICA.

Il était un petit navire...

...chargé de tulipes des Pays-Bas, de céréales du Canada ou de farine de poisson du Pérou. Ou de bien d'autres choses encore.

Une grande partie des marchandises importées en Suisse transitent par les ports rhénans. Et une part aussi importante de nos exportations – montres et médicaments, machines-outils et implants dentaires, ainsi que toute une palette de produits haut de gamme made in Switzerland – prennent le même chemin en sens inverse.

C'est en partie grâce à Beat Leingruber (au premier plan, les pieds sur la flèche) que toutes ces marchandises arrivent à bon port...

Collaborateur scientifique du Secrétariat d'Etat à l'économie, il participe à l'élaboration d'accords de libre-échange avec les pays d'outre-mer. Dans l'idéal, ces traités doivent mettre les deux parties sur un pied d'égalité; en d'autres termes, créer une situation « gagnant-gagnant ».

Cela se révèle plus facile à dire qu'à faire: les industries d'exportation réclament le libre accès de leurs produits aux marchés mondiaux; les importateurs aimeraient si possible éviter de s'acquitter de droits de douane ou autres taxes qui renchérissent leurs articles; quant aux producteurs locaux, ils veulent la meilleure protection contre la concurrence étrangère bon marché.

Tenir compte de tous ces intérêts sans léser personne: c'est à cet exercice d'équilibrisme que se livrent les experts commerciaux du SECO, jour après jour.

Beat Leingruber fait partie des 2214 collaborateurs du Département fédéral de l'économie (DFE).

Il travaille dans l'ombre pour le bien de la collectivité.



Département fédéral de l'économie DFE

Secrétariat général



Secrétaire général :	Postes :	Recettes :	25 000 000.-
Walter Thurnher	178	Dépenses :	99 000 000.-

Le Secrétariat général est l'état-major et l'organe de coordination du DFE. Il assiste et conseille le chef du département dans ses activités quotidiennes. La planification, la coordination et le contrôle des affaires en cours, ainsi que l'observation des effets que produisent les décisions, comptent au nombre de ses tâches. Le Secrétariat général fournit par ailleurs des services à l'ensemble du DFE dans les domaines des ressources humaines, des finances et de la logistique, du contrôle, de la traduction et de l'informatique.

Le Bureau de la consommation et l'Organe d'exécution du service civil sont rattachés au Secrétariat général sur le plan administratif.

Les consommateurs suisses ont accès à plus de 22 millions de produits et services. Le *Bureau de la consommation* prend en considération tant les intérêts des usagers que ceux de l'économie. Il préconise une information objective pour rendre publiques les requêtes des consommateurs et renforcer leur position.

L'an dernier, près de 2000 hommes suisses ont été autorisés à accomplir un service civil après avoir montré de manière crédible que leurs convictions les empêchaient d'effectuer le service militaire. L'*Organe d'exécution du service civil* organise le traitement des demandes et les auditions dans sept centres régionaux répartis dans toute la Suisse. Il homologue les institutions dans lesquelles le service civil peut être accompli et conseille les personnes astreintes et les établissements concernés.

Secrétariat d'Etat à l'économie SECO

www.seco.admin.ch



Directeur :	Postes :	Recettes :	13 000 000.-
Jean-Daniel Gerber	429	Dépenses :	811 000 000.-

Le SECO a pour but d'assurer une croissance économique durable. À cet effet, il définit et met en place le cadre général de l'activité économique.

Employeurs et employés doivent bénéficier d'une politique axée sur la croissance, de la réduction des barrières commerciales et de l'abaissement des prix en Suisse. En politique intérieure, le SECO assure l'interface entre les entreprises, les partenaires sociaux et la politique. Il soutient un développement régional et structurel équilibré de l'économie et assure la protection des travailleurs. Par sa politique du marché du travail, il apporte une contribution importante à la lutte contre le chômage et au maintien de la paix sociale. Le SECO œuvre à l'ouverture de tous les marchés aux biens, aux services et aux investissements suisses. En politique extérieure, il collabore à la mise en place de règles efficaces, équitables et transparentes pour le bon fonctionnement de l'économie mondiale. Les relations de la Suisse avec l'Union européenne et l'Association européenne de libre-échange sont

coordonnées par le Bureau de l'intégration, un service commun du DFAE et du DFE. Le SECO aide au développement durable et à l'intégration des pays du Sud et de l'Est dans l'économie mondiale et contribue à la réduction des disparités sociales et économiques dans l'Europe élargie.

Le Service d'accréditation suisse, qui lui est rattaché, est chargé de l'homologation des organismes privés et publics qui procèdent à des essais ou à des évaluations de conformité sur la base des critères internationaux.

Office fédéral de la formation professionnelle et de la technologie OFFT

www.bbt.admin.ch



Directrice :	Postes :	Recettes :	1 000 000.-
Ursula Renold	129	Dépenses :	1 144 000 000.-

Formation, recherche et innovation sont les mots clés du développement économique et social de notre pays. Avec l'aide des cantons et des associations professionnelles, l'OFFT s'engage pour une formation de haut niveau. Il coordonne les hautes écoles spécialisées, qui ne se bornent pas à former des cadres mais s'engagent aussi dans la recherche appliquée et le développement. Le lien entre le monde des sciences et la société est assuré par l'Agence pour la promotion de l'innovation, qui soutient des projets de recherche, favorise le transfert du savoir et de la technologie entre les hautes écoles et les entreprises et encourage les esprits novateurs à créer de nouvelles entreprises. En bref, l'OFFT contribue à former une main-d'œuvre qualifiée et à faire de la Suisse une place économique compétitive.

Office fédéral de l'agriculture OFAG

www.blw.admin.ch



Directeur :	Postes :	Recettes :	179 000 000.-
Manfred Bötsch	965	Dépenses :	3 576 000 000.-

En Suisse, les terres exploitées couvrent 1 065 118 hectares, les étables abritent 1 560 000 bovins et le secteur agricole occupe 188 024 personnes. La Confédération soutient ce secteur à hauteur de quelque 3,4 milliards de francs par an. L'OFAG fait en sorte que les paysans produisent, dans le respect du développement durable, des denrées alimentaires de qualité répondant à la demande. Son objectif est une agriculture multifonctionnelle capable de garantir l'approvisionnement de la population, de préserver les ressources naturelles vitales et de contribuer à l'occupation décentralisée du territoire. Face aux impératifs de la politique intérieure et aux enjeux de la politique extérieure, il lui appartient de trouver une voie médiane socialement acceptable. L'OFAG veille au développement de l'espace rural et encourage la recherche agronomique.



Cheffe du département :
Doris Leuthard

Palais fédéral Est, 3003 Berne
031 322 20 07
Responsables de l'information : Christophe Hans,
Evelyn Kobelt, Simone Hug
www.dfe.admin.ch

Office vétérinaire fédéral OVF

www.bvet.admin.ch



Directeur : Hans Wyss	Postes : 153	Recettes : 4 000 000.-	Dépenses : 58 000 000.-
---------------------------------	------------------------	----------------------------------	-----------------------------------

Un touriste transportant 200 kg de viande de singe est intercepté à l'aéroport de Genève, tandis qu'un autre tente, au mépris de la loi, d'importer des objets en carapace de tortue. La grippe aviaire a réapparu au sein des populations d'oiseaux sauvages et les aviculteurs redoutent une contamination de leurs élevages ; par contre, on est parvenu à lutter avec succès contre la diarrhée virale bovine, qui n'apparaît plus que sporadiquement. Face aux défenseurs des animaux qui réclament des lois plus strictes en matière d'élevage, les milieux agricoles invoquent des arguments économiques. La presse de boulevard exige des « mesures enfin efficaces contre les chiens de combat » tandis que bon nombre de propriétaires de chien se plaignent de cette situation dans des lettres, affirmant qu'ils sont chicanés par des gens détestant les chiens même si leur comportement est correct.

Toutes ces situations ont en commun l'OVF, qui traite de questions de santé animale et de protection des animaux, s'occupe des contrôles à la frontière visant la conservation des espèces et assure la coopération internationale dans ces domaines. Nombre de ces sujets relèvent de l'émotionnel – l'OVF en est conscient, tout comme il garde à l'esprit qu'un office fédéral travaille pour des êtres humains, dotés d'un cœur et d'une raison.

Office fédéral pour l'approvisionnement économique du pays OFAE

www.bwl.admin.ch



Déléguée : Gisèle Girgis-Musy	Postes : 30	Recettes : -	Dépenses : 7 000 000.-
---	-----------------------	------------------------	----------------------------------

La Suisse importe quasiment 100 % des matières premières, 80 % de l'énergie, environ un tiers des denrées alimentaires et une grande partie des médicaments dont elle a besoin. En collaborant avec le secteur privé, l'OFAE veille à ce que la population dispose suffisamment de biens vitaux en cas de crise.

Office fédéral du logement OFL

www.bwo.admin.ch



Directeur : Peter Gurtner	Postes : 48	Recettes : 20 000 000.-	Dépenses : 133 000 000.-
-------------------------------------	-----------------------	-----------------------------------	------------------------------------

Chaque année, quelque 24 milliards de francs sont investis dans la construction de logements. Pour les ménages, le logement représente le principal poste de dépenses. Les locataires consacrent environ 25 milliards de francs par an pour se loger, et quelque 18 milliards d'intérêts hypothécaires passent des mains des propriétaires à celles des bailleurs de fonds.

Pour bien des gens comme pour bien des ménages, les frais de logement sont trop élevés par rapport au revenu. L'OFL joint ses efforts à ceux des coopératives d'habitation pour qu'il y ait suffisamment de logements à des prix abordables et pour que ceux-ci soient adaptés à l'évolution des besoins (accès en fauteuil roulant, connexion Internet, etc.). Il se situe à l'interface entre les propriétaires et les locataires et s'efforce de concilier les intérêts des différentes parties dans la législation sur le bail à loyer.

Surveillance des prix

www.monsieur-prix.admin.ch



Surveillant des prix : Rudolf Strahm	Postes : 14	Recettes : -	Dépenses : 2 100 000.-
--	-----------------------	------------------------	----------------------------------

Autrefois, c'était le prix d'une tasse de café ; aujourd'hui, ce sont les honoraires des médecins, les tarifs des hôpitaux, les prix des médicaments, de l'électricité, du gaz et de l'eau, les taxes de voirie ou le tarif postal. La Surveillance des prix a pour mission de protéger les consommateurs contre les prix abusifs. Elle observe l'évolution des prix et intervient lorsque ces derniers ne résultent pas de la libre concurrence.

Commission de la concurrence Comco

www.weko.ch



Directeur : Rafael Corazza	Postes : 43	Recettes : -	Dépenses : 9 000 000.-
--------------------------------------	-----------------------	------------------------	----------------------------------

Il arrive que les médicaments soient plus chers en Suisse qu'à l'étranger, que des entreprises occupant une position dominante mettent leurs fournisseurs sous pression et que des sociétés telles que Migros ou Denner fusionnent. Ces phénomènes peuvent avoir des incidences négatives sur les consommateurs et sur d'autres entreprises. En qualité d'autorité indépendante, la Comco examine ces situations, interdit les cartels illicites et intervient contre les restrictions à la libre concurrence. Elle s'engage notamment en faveur d'un accès sans entraves au marché pour les entreprises en Suisse et d'une ouverture des frontières.



Tout est en ordre ? R. A. S.

La scène se déroule sur un aéroport suisse. Point après point, Roland Steiner inspecte l'état de marche de l'Airbus A340. Les moteurs sont-ils en parfait état ? Les ailettes du compresseur sont-elles intactes ? Y a-t-il une fuite ? Le profil des pneus est-il suffisant ? Et les issues de secours ? Sont-elles dégagées et éclairées ? Les extincteurs sont-ils tous là ? Les masques à oxygène sont-ils accessibles et les ceintures de sécurité toutes complètes ?

Pendant ce temps, son collègue contrôle la manière dont les pilotes préparent le vol. La documentation nécessaire à la navigation est-elle à jour ? Les réserves de carburant ont-elles été correctement calculées ? Et dans l'habitacle, chaque chose est-elle à sa place ?

Des contrôles comme celui-ci, communément appelés inspections sur l'aire de trafic, les experts de l'Office fédéral de l'aviation civile en réalisent près de 200 par année sur les avions étrangers en stationnement sur les aéroports suisses. Ces inspections, effectuées par sondage, servent à vérifier une cinquantaine de points liés à la sécurité.

Suivant la taille de l'avion, la durée de l'inspection varie entre 15 et 45 minutes et des anomalies sont constatées dans plus du tiers des cas. Parfois, il s'agit d'un simple tampon manquant sur un document. Mais il arrive que certaines lacunes doivent être éliminées avant que l'appareil puisse poursuivre sa route.

Aujourd'hui, rien de tel. « Tout est parfaitement en ordre », constate Roland Steiner. « Pour moi aussi, tout est O.K. », répond en écho son collègue.

*Roland Steiner fait partie des 1895 employés du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication (DETEC).
Il travaille dans l'ombre pour le bien de la collectivité.*



Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication DE TEC

Secrétariat général



Secrétaire général : Hans Werder	Postes : 99	Recettes : Dépenses : 59 000 000.-
--	-----------------------	---

Les offices du DE TEC se trouvent à Ittigen et à Bienne, mais leurs directeurs se rencontrent plusieurs fois par année au Secrétariat général (SG) à Berne. En effet, il n'est pas rare que plusieurs offices, défendant des intérêts divergents, soient impliqués dans le même dossier. Ces réunions permettent donc d'en débattre au plus haut niveau.

Le SG est l'état-major du chef du département. Il planifie et coordonne toutes les activités du DE TEC. Par ailleurs, il assume son rôle de propriétaire vis-à-vis de la Poste, des CFF, de Swisscom et de Skyguide et il veille à la mise en œuvre des objectifs stratégiques qui leur sont assignés par le Conseil fédéral.

Plusieurs services sont rattachés au DE TEC: l'Autorité indépendante d'examen des plaintes en matière de radio-télévision, le Service d'enquête sur les accidents des transports publics, le Bureau d'enquête sur les accidents d'aviation et l'Autorité de régulation postale.

Office fédéral des transports OFT

www.bav.admin.ch



Directeur : Max Friedli	Postes : 246	Recettes : Dépenses : 5 000 000.- 4 524 000 000.-
-----------------------------------	------------------------	--

Lors de plusieurs votations, le peuple a décidé de transférer le trafic lourd transalpin de la route vers le rail. En ouvrant le tunnel de base du Lötschberg à la mi-juin 2007, la Suisse a franchi une étape importante dans cette voie. Avec le tunnel de base du Gothard, encore en construction, le tunnel du Lötschberg constitue la Nouvelle ligne ferroviaire à travers les Alpes, clé de voûte du transfert du trafic.

C'est l'Office fédéral des transports (OFT), en charge des transports publics, qui gère ce projet aux dimensions considérables. Trains, trams, installations de transport à câbles, bateaux à aubes: la Suisse dispose d'un réseau de transport dense et performant. L'OFT veille à ce qu'il continue d'être modernisé et exploité en toute sécurité.

Les prochaines extensions sont en préparation: le temps de parcours entre Genève et Saint-Gall sera réduit d'une demi-heure d'ici à 2030. L'horaire des transports publics sera encore étoffé. En 2008, de nouveaux chantiers s'ouvriront pour réaliser les projets d'agglomération suivants: gare de transit de Zurich, RER transfrontalier de Genève et nouvelle liaison ferroviaire Stabio-Arcisate reliant Lugano à l'aéroport de Milan Malpensa.

Office fédéral de l'aviation civile OFAC

www.aviation.admin.ch



Directeur : Raymond Cron	Postes : 225	Recettes : Dépenses : 10 000 000.- 104 000 000.-
------------------------------------	------------------------	---

La sécurité avant tout: l'OFAC a fait de ce principe la pierre angulaire de son action. Ses spécialistes recueillent les données relatives aux incidents qui surviennent dans l'aviation suisse, les évaluent et proposent des mesures pour éviter qu'ils ne se reproduisent.

Dans le souci d'accroître la sécurité, l'aviation civile suisse applique depuis 2007 le principe des comptes rendus non punitifs, en vertu duquel les pilotes, les aiguilleurs du ciel, les mécaniciens et les employés des services d'escale peuvent signaler des fautes ou des dysfonctionnements sans être poursuivis. Cette approche accorde une plus grande importance à la mise au jour de déficiences nuisant à la sécurité qu'à l'aspect répressif. L'OFAC dispose ainsi d'une meilleure connaissance des incidents affectant le système aéronautique, ce qui lui permet d'intervenir avant qu'il ne soit trop tard.

Office fédéral de l'énergie OFEN

www.ofen.admin.ch



Directeur : Walter Steinmann	Postes : 205 (sans DSN)	Recettes : Dépenses : 10 000 000.- 104 000 000.- (sans DSN)
--	--------------------------------------	---

Améliorer l'efficacité énergétique, promouvoir les énergies renouvelables, remplacer les grandes centrales électriques par de nouvelles, renforcer la collaboration internationale: tels sont les quatre piliers sur lesquels le Conseil fédéral entend appuyer sa future politique énergétique.

Cette politique a été redéfinie en fonction des perspectives énergétiques 2035 de l'OFEN. Fondés sur des scénarios, ces travaux ont montré la nécessité d'établir de nouvelles règles pour l'approvisionnement en électricité, en combustibles et en carburants. Ils ont aussi prouvé que seules des mesures efficaces permettront de réduire les émissions de CO₂. Afin de parvenir à assurer un approvisionnement énergétique durable, la Suisse mise sur les conventions d'objectifs passées sur une base volontaire avec l'industrie et les différentes branches, sur les incitations financières et les dispositions légales applicables aux appareils, aux véhicules à moteur, aux constructions neuves et aux rénovations ainsi que sur les mesures visant à encourager le recours accru aux sources d'énergie écologiques.

Ces choix s'inscrivent dans le prolongement du programme SuisseEnergie, qui a permis d'accroître sensiblement l'efficacité énergétique et la part des énergies renouvelables depuis 2001.

La Division principale de la sécurité des installations nucléaires (DSN) surveille et évalue les centrales nucléaires suisses sur le plan de la sécurité nucléaire et de la radioprotection. Rattachée à l'OFEN, cette division sera désormais juridiquement autonome et portera le nom d'Inspection fédérale de la sécurité nucléaire.



Chef du département :
Moritz Leuenberger

Palais fédéral Nord, 3003 Berne
031 322 55 11
Responsable de l'information : André Simonazzi
www.uvek.admin.ch

Office fédéral des routes OFROU

www.astra.admin.ch



Directeur : Rudolf Dieterle	Postes : 234	Recettes : 157 000 000.-	Dépenses : 2 833 000 000.-
---------------------------------------	------------------------	------------------------------------	--------------------------------------

Pour garantir le bon déroulement du trafic sur les routes suisses, l'OFROU doit résoudre les problèmes suivants: où faut-il aménager un tronçon de route nationale? Quels tronçons nécessitent une réfection? Quel tunnel faut-il adapter aux dernières normes de sécurité? Quelle est la meilleure manière d'utiliser l'argent disponible?

En outre, pour garantir la sécurité sur les routes suisses, l'OFROU planche sur le programme d'action Via sicura, destiné à améliorer la sécurité routière et à réduire sensiblement le nombre des morts et des blessés sur les routes.

Enfin, pour coordonner de manière intelligente le trafic croissant sur le réseau routier, l'OFROU met en place un système de gestion: dans un proche avenir, les autorités pourront modifier les flux du trafic sur le réseau des routes nationales depuis la future centrale de gestion et assurer ainsi une exploitation durable et efficace des routes aux capacités restreintes.

Office fédéral de la communication OFCOM

www.ofcom.admin.ch



Directeur : Martin Dumermuth	Postes : 260	Recettes : 45 000 000.-	Dépenses : 92 000 000.-
--	------------------------	-----------------------------------	-----------------------------------

Une vive concurrence règne sur le marché suisse des télécommunications. Il en résulte une baisse des prix de la téléphonie fixe et mobile ainsi qu'une plus grande diversité de l'offre. Cette concurrence peut toutefois avoir des conséquences désagréables pour les consommateurs. En effet, certains opérateurs utilisent des méthodes agressives pour acquérir de nouveaux clients, la facture des appels vers des numéros 0900 réserve parfois de mauvaises surprises et les jeunes s'endettent à l'insu de leurs parents, notamment en contractant des abonnements onéreux aux sonneries. Pour y remédier, l'OFCOM a mis en place un service de conciliation des télécommunications qui permettra de régler les litiges entre les opérateurs et les consommateurs en évitant de longues et coûteuses procédures devant les tribunaux.

L'OFCOM est également chargé d'attribuer les fréquences aux stations de radio et de télévision. Il veille à ce que les programmes n'enfreignent pas les dispositions légales, par exemple celles relatives à la publicité clandestine. Dès 2008, les télévisions et les radios locales privées recevront une part plus importante du produit de la redevance. Il appartient à l'OFCOM de répartir cet argent équitablement entre toutes les régions de Suisse.

Office fédéral de l'environnement OFEV

www.environnement-suisse.ch



Directeur : Bruno Oberle	Postes : 361	Recettes : 27 000 000.-	Dépenses : 681 000 000.-
------------------------------------	------------------------	-----------------------------------	------------------------------------

Sécurité et santé, c'est ce que nous voulons tous. Nous voulons aussi de beaux paysages, sans oublier une économie solide afin de mener une vie confortable.

Tous ces souhaits sont étroitement liés à la politique environnementale. Dans un pays alpin comme la Suisse, la nature peut représenter une menace. Crues, chutes de pierres ou avalanches en sont des exemples flagrants. LOFEV contribue à ce que les cantons, les communes et la population puissent se protéger à temps, notamment en conservant les forêts protectrices et en cartographiant les dangers.

L'environnement et la santé sont eux aussi liés. Les poussières fines et l'ozone, par exemple, causent des gênes respiratoires. Le bruit est également une source de pollution qui peut provoquer du stress. La diversité paysagère est importante d'un point de vue esthétique, mais elle l'est aussi pour le tourisme. En garantissant une utilisation durable des paysages, de l'eau, des sols, de l'air et des forêts, l'OFEV contribue aussi à la bonne santé de l'économie.

Office fédéral du développement territorial ARE

www.aren.admin.ch



Directeur : Pierre-Alain Rumley	Postes : 60	Recettes : -	Dépenses : 16 000 000.-
---	-----------------------	------------------------	-----------------------------------

Le paysage suisse subit une forte pression: chaque seconde, un mètre carré de sol disparaît sous les constructions. Ce phénomène est dû, d'une part, à la mobilité croissante des personnes, qui implique l'occupation d'une surface toujours plus importante par les routes et les voies ferrées. D'autre part, le besoin de logements est également en hausse, la population augmentant chaque année de l'équivalent d'une ville moyenne. Tout nouvel espace construit implique la disparition d'un espace de délaçement. Or la Constitution impose une utilisation mesurée du sol. L'ARE veille au respect de cette règle.

Le Projet de territoire Suisse, qui verra le jour en 2008, fournira une base nouvelle à la politique coordonnée d'aménagement du territoire.

L'ARE œuvre également en faveur du développement durable en s'efforçant de concilier les intérêts environnementaux, économiques et sociaux.

En outre, l'ARE participe à l'élaboration de la politique des transports. Il met surtout l'accent sur les agglomérations, où le trafic et la pression de l'urbanisation ont de fortes répercussions. Enfin, l'ARE examine dans quelle mesure des instruments empruntés au marché, comme les péages routiers ou une bourse du transit alpin (vente aux enchères des droits de traversée pour les poids lourds) peuvent contribuer à résoudre nos problèmes de circulation.